

Déclaration de politique générale du Gouvernement 18/9 2007

Majestés, Altesses Royales, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les députés,

Ce matin, les réveils ont sonné au quatre coins de notre pays. La Suède se réveillait pour une nouvelle journée. Pour certains, une journée de travail en compagnie de collègues les attendait. Pour nos enfants, une journée de classe ou à la maternelle avec les copains et copines. Un étudiant d'une de nos universités s'y rendait pour préparer sa toute prochaine épreuve. Une personne âgée avait peut-être la visite de l'employé du service d'aide à domicile venu la saluer après le petit déjeuner. Dans l'un de nos hôpitaux, un malade venait d'être examiné après l'opération subie la veille.

Ce sont toutes ces personnes et bien d'autres encore qui font la Suède. Chez elles se cristallisent les espoirs, les craintes qu'un chacun peut ressentir en face de l'emploi, du bien-être et de l'avenir et que la politique a la charge d'anticiper et de prévenir. Toutes ces personnes et bien d'autres encore s'inscrivent dans cette entité que nous appelons la Suède. Notre pays. Un pays où il fait bon vivre.

Les partis de l'Alliance pour la Suède – le Parti modéré, le Parti du centre, le Parti libéral et les Démocrates-chrétiens – formèrent ensemble un gouvernement il y a maintenant presque un an. Ceci, après que les électeurs suédois se sont rendu aux urnes et que la majorité d'entre eux a confié à nos quatre partis le soin de renouveler, ensemble, la Suède. Nous avons cherché à obtenir la confiance des électeurs, et l'avons obtenue sur le message suivant : la Suède est un pays où il fait bon vivre, mais tout n'y est pas pour le mieux.

La Suède souffrait d'une grave exclusion du marché du travail. Nombreux étaient les chefs d'entreprises à ne pas croire en l'avenir de la Suède. Les emplois supprimés n'étaient été remplacés, des hommes et des femmes animés du désir de travailler tombaient dans le piège de l'assistanat, sans pour autant obtenir l'aide nécessaire. Une situation faisant que plus d'un million de personnes se trouvaient exclues du marché du travail ou ne travaillaient pas autant qu'elles le souhaitaient. Parallèlement, le système d'aide sociale et le niveau élevé des impôts sur le revenu engendraient une situation dans laquelle, pour beaucoup, travailler n'était pas rentable. Ceci était tout particulièrement valable pour les petits et moyens revenus.

Nous décelions par ailleurs une troisième conséquence à cette exclusion. Le blocage d'une part importante des ressources de la société dans un système de d'aides et d'indemnités destinées à des personnes d'âge actif souhaitant travailler mais n'obtenant l'aide nécessaire pour trouver un nouveau travail. De là, des lacunes dans les prestations de l'État-providence. Les services médicaux et sociaux n'offraient pas une qualité suffisante et les résultats obtenus dans nos établissements scolaires se dégradaient pas rapport à ceux obtenus dans beaucoup d'autres pays.

Nous étions les témoins de phénomènes à l'origine d'une évolution, dans le cadre de laquelle la Suède était en train de se déliter. La cohésion existant en Suède entre ses habitants, mais aussi entre villes et campagne se défaisait. Pleinement conscients de ces problèmes, nous avons promis d'y remédier. Nous souhaitons permettre aux femmes et aux hommes de grandir, de prendre leurs responsabilités et de s'épanouir où que ce soit dans notre pays.

Il y a un an, dans sa déclaration de politique générale, le gouvernement présentait les grandes lignes de sa politique et ce qu'il considérait être sa tâche d'ici la fin de son mandat. Ces dispositions sont toujours valables. Voir augmenter le nombre des travailleurs, augmenter le nombre des chefs d'entreprises à souhaiter créer de nouveaux emplois, voir particuliers et familles mieux s'approprier leur propre existence, voir enfin croître le nombre de ceux et celles à pouvoir acquérir des connaissances, telle est notre ambition. Le nombre de ceux à ressentir un sentiment de communauté, à éprouver une sensation de sécurité, à connaître santé, bien-être et environnement salubre, devra augmenter.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement a mené à bien ou annoncé tout un train de réformes permettant d'exaucer les promesses faites aux électeurs.

Nous avons mis en œuvre des mesures qui permettront de rendre le travail plus rentable, d'inciter plus de chefs d'entreprises à embaucher et de faire naître davantage d'entreprises, de les voir prospérer et de rester en Suède.

Nous avons fait les premiers pas de l'abattement fiscal sur le revenu professionnel. Entrepris les transformations de l'assurance-chômage. Les réformes en faveur d'une réduction des formalités administratives, des modifications fiscales, un meilleur financement et d'autres actions afin d'offrir de meilleures conditions aux entrepreneurs. Les contrats de retour à l'emploi. Les contrats d'entrée sur le marché du travail pour les immigrants. La garantie d'emploi et de développement. Des mesures offrant au secteur tertiaire plus de possibilités pour prendre de l'expansion. Toutes ces dispositions constituent des exemples de ce qui a été fait ou de ce qui est en train de se faire pour augmenter le nombre des emplois.

Le gouvernement a également commencé à améliorer la qualité des services sociaux financés par les deniers publics. Et ce, à la fois par un apport supplémentaire de moyens et par des réformes visant à améliorer la qualité des résultats dans les enseignements scolaire et préscolaire, dans la prise en charge des personnes âgées et dans le monde médical. En ce qui concerne l'institution judiciaire, la politique du gouvernement représente l'effort le plus important jamais réalisé.

Nos efforts mettent de l'ordre dans nos finances publiques, que ce soit à court ou long terme, une pierre angulaire. Une politique responsable nous permet de poser les bases nécessaires à un développement économique favorable. L'objectif de prêts nets d'un pour cent pour l'épargne publique sera largement atteint dans les années à venir. En amortissant la dette publique, nous assurons l'avenir de nos enfants et de nos petits enfants.

L'orientation donnée à la politique du gouvernement, à savoir générer incitations et moyens de travailler d'une part et instaurer les conditions nécessaires à un meilleur fonctionnement de l'économie de l'autre, est également importante pour éviter que le haut niveau de conjoncture ne se transforme en surchauffe, avec en corolaire un accroissement des fluctuations sur le marché de l'emploi et en matière de production.

Une économie saine réduit notre vulnérabilité en cas de turbulences sur les marchés financiers internationaux. Une économie saine est une condition essentielle pour permettre à la Suède de

relever les défis à venir. Cela nous donne les moyens de faire face aux besoins accrus de services sociaux qu'exigera une population vieillissante. Cela pose les bases nous permettant de prendre, avec succès, des mesures contre les changements climatiques. Cela nous donne les moyens de nous positionner dans la concurrence croissante qui s'installe dans le sillage de la mondialisation.

L'évolution actuelle de l'économie suédoise est particulièrement positive. La croissance continue d'être élevée, les perspectives du marché suédois du travail ne cessent de s'améliorer. Nous voyons l'emploi augmenter, le chômage régresser et l'exclusion se réduire. Derrière les statistiques se cachent les vies et les espoirs d'hommes et de femmes. D'hommes et de femmes qui se voient donner la chance de trouver leur place dans la vie active, de ressentir de la fierté à pouvoir subvenir à leurs propres besoins et de s'insérer dans la communauté que donne un travail.

L'évolution en vue est positive à double titre. L'augmentation du nombre des actifs réduit le nombre des exclusions. Ce qui, par voie de conséquence, doit pouvoir donner une place accrue à une poursuite des réductions d'impôts et à des actions dans le domaine social.

Si la Suède se porte bien, certains risquent malgré de ne pas avoir l'occasion de profiter de possibilités qu'offre le marché suédois du travail. Si nous ne profitons de la chance qui nous est donnée de procéder à de nouvelles réformes en faveur de l'emploi, nous risquons de passer à côté d'une chance historique, celle de mettre un terme à l'exclusion. C'est ce qui explique que le gouvernement ait l'intention de présenter tout un arsenal de réformes visant à mettre en place des incitations concrètes au travail, à multiplier et améliorer l'efficacité des moyens de réinsertion des exclus d'aujourd'hui.

L'allègement de la pression fiscale, en particulier sur les bas et moyens salaires, sera poursuivi. Le gouvernement entend apporter des précisions sur la valeur du travail effectué par les personnes travaillant dans les secteurs de la santé et de l'accueil à l'enfance, par les ouvriers de l'industrie, les employés et toutes les autres catégories professionnelles. Ceci prendra la forme, l'an prochain, d'une déduction fiscale sur le revenu professionnel, déduction qui sera introduite le 1^{er} janvier 2008. Avec l'introduction de cette deuxième phase de la déduction fiscale sur le revenu, la plupart des actifs toucheront mensuellement environ 1 000 couronnes de plus sur leur salaire.

À cet abattement fiscal sur le revenu professionnel viendra s'ajouter, au tournant de l'année, une suppression de l'impôt foncier public. Injuste et sans légitimité aucune, l'impôt actuel sera remplacé par une taxe communale offrant une meilleure prévisibilité et une réduction des frais courants de logement.

Nous nous devons, par-delà les réformes permettant d'accroître les marges des actifs, d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour réduire les seuils faisant obstacle aux personnes exclues depuis longtemps du marché du travail. C'est à ce prix que nous réduirons les fractures sociales existant en Suède.

Le gouvernement entend poursuivre ses objectifs pour rompre l'exclusion des immigrants arrivés de fraîche date en mettant l'accent sur le travail et les connaissances linguistiques ainsi qu'en

renforçant la coordination inter-administrative. Renforcées, les mesures incitant les chefs d'entreprises à embaucher des personnes appartenant à des groupes particulièrement vulnérables sur le marché du travail – par exemple les jeunes, les plus âgés et les personnes nées à l'étranger – seront encore améliorées.

Le gouvernement entend également étendre l'utilisation des contrats de retour à l'emploi au secteur public médico-social. Ainsi s'ouvre une nouvelle voie, en particulier pour beaucoup de femmes, en même temps que nous sommes à même de faire face aux besoins sociaux en personnel qui permettront d'améliorer la qualité et de préparer les départs à la retraite.

Les réformes de l'assurance-chômage se poursuivront. Le gouvernement proposera notamment une modification des cotisations versées à la caisse de chômage pour expliciter le lien existant entre les cotisations et le chômage. Ceci contribue à améliorer le fonctionnement du marché du travail et débouche ainsi sur un accroissement de l'emploi. Grâce à cette proposition, la plupart des caisses d'assurance-chômage pourront de cette façon réduire le niveau de leurs cotisations. Les demandeurs d'emploi en arrêt de maladie seront inclus dans le groupe de ceux n'ayant pas à verser la cotisation supplémentaire.

En dépit de l'amélioration générale du niveau de santé, le nombre de ceux et celles à percevoir une prestation en nature de l'assurance maladie ou une allocation d'activation sociale a triplé au cours des 30 dernières années. Au cours de l'année à venir, le gouvernement attachera une importance toute particulière aux réformes donnant aux personnes touchées par la maladie la possibilité de conserver un lien étroit avec le marché du travail et multipliant les couloirs permettant d'y accéder.

La médecine du travail se verra allouer des ressources lui permettant de se développer ; un engagement de réhabilitation sera introduit. Une réforme de l'assurance-maladie sera entreprise de façon à assurer la sécurité au lieu de générer des situations d'exclusion à vie. Les employeurs se verront offrir de meilleures conditions pour embaucher les personnes en congé de longue maladie. Le gouvernement entend introduire les contrats de réinsertion pour patients en ALD, dont l'objectif est de permettre aux employeurs de retrancher deux fois le montant des charges sociales patronales lors de l'embauche de personnes ayant été longuement arrêtées pour cause de maladie. Nous faisons par ailleurs tout ce qui est possible pour que même les plus exclus des exclus se voient donner la chance de retrouver le chemin de travail.

La prospérité de la Suède est, en grande partie, dépendante de ses entrepreneurs, ses investisseurs et ses chefs d'entreprises. Ils jouent un rôle crucial dans l'édification de la société et dans le progrès économique qui permet à la Suède de faire bonne figure dans un monde en perpétuel changement. Voilà pourquoi la Suède doit veiller à apporter un meilleur soutien à ceux et celles qui prennent des risques, qui mettent en œuvre leurs idées et tentent leur chance en s'installant à leur compte. Si une remise à plat du régime de sécurité sociale des patrons d'entreprises, des règles appliquées aux assujettis à l'impôt prélevé sur les revenus d'activités non salariées et sur le droit de priorité est en cours, un train de réformes concrètes sera d'ores et déjà mis en œuvre.

L'impôt sur la fortune sera supprimé dès cette année. La réforme des services d'accompagnement de la vie quotidienne sera élargie. Le conseil pour la simplification des dispositions législatives et administratives du gouvernement sera mis en place et le programme promouvant l'entrepreneuriat parmi les femmes et les immigrants poursuivi. Le gouvernement allouera des ressources accrues à nos infrastructures de manière à permettre une croissance accrue par une diminution des frais de transport, une sécurité accrue dans les livraisons et un élargissement du marché du travail.

La Suède est un pays disposant d'abondantes possibilités dont il nous faut savoir tirer parti. Voilà pourquoi nous entendons mener une politique offrant à l'ensemble des régions de notre pays les moyens de grandir et de prospérer de manière autonome. C'est en soutenant la compétitivité locale et régionale, en créant de meilleures conditions pour les investissements et les innovations, que nous serons à même de renforcer le potentiel de croissance de l'ensemble du pays.

Il va de soi que les femmes doivent avoir les mêmes opportunités que les hommes. Avoir la même chance de pouvoir choisir entre différents emplois, la même chance de pouvoir subvenir à leurs propres besoins, de faire carrière et de se sentir confiantes dans leur vie de tous les jours. Voilà pourquoi le gouvernement met en œuvre plusieurs mesures permettant de renforcer la parité homme-femme. L'allègement de la pression fiscale sur les bas et moyens salaires, les efforts accrus en faveur de la réinsertion sociale, les transformations d'établissements publics en sociétés anonymes, les ressources accrues en faveur de l'entrepreneuriat féminin, l'allègement des impôts dans le secteur des services et le plan d'action conçu pour mettre un terme à la violence envers les femmes sont autant de mesures destinées à améliorer le quotidien de beaucoup d'entre elles.

Si l'action en faveur du travail et de l'entrepreneuriat constitue le volet porteur de la politique du gouvernement, le renouvellement et l'amélioration des activités sociales en sont l'autre.

Nous entendons donc donner aux familles la chance de mieux pouvoir organiser leur vie de tous les jours et de garantir à leurs enfants une éducation sereine. Nous souhaitons que les enseignements préscolaire et scolaire, la prise en charge des personnes âgées et les soins médicaux se caractérisent par trois critères essentiels : qualité, liberté de choix et diversité. Enfants et élèves doivent retenir toute notre attention et trouver du plaisir dans leur apprentissage. Vieux et malades, se sentir en sécurité, être l'objet d'une attention particulière et traités avec la dignité et le respect auxquels ils ont droit.

La réponse à apporter aux défis posés par la société de bien-être ne passe pas par le privé ou le public, mais bien par la qualité et, quel que soit le système utilisé, la satisfaction des besoins. Cela passe par une écoute constructive des idées du personnel et leur mise en œuvre. Cela passe par l'opportunité donnée aux élèves, à leurs parents, aux personnes âgées et aux malades de faire entendre leurs voix. Cela passe enfin par une écoute permettant d'améliorer le contenu des activités.

En tant que communauté fondamentale de la société, la famille en est l'élément rassérénant et structurant. Les besoins n'étant pas les mêmes pour tous, une politique familiale moderne doit

admettre qu'il faut fournir aux parents de plus amples moyens pour choisir les solutions que leur conviennent le mieux et qui correspondent aux besoins supérieurs de leurs enfants.

Une politique familiale moderne allie parité à liberté de choix. Au tournant de l'année sera introduite une prime à la parité tandis que les communes se verront offrir la possibilité d'introduire une allocation parentale d'éducation. Puis viendra un peu plus tard l'allocation d'aide à l'enfance tandis que l'enseignement préscolaire se verra confier une mission pédagogique renforcée. Ces propositions accroîtront la diversité de l'accueil de l'enfance, permettront d'accroître le temps passé avec les enfants et consolideront la parité au sein des familles en même temps que femmes et hommes seront encouragés à travailler.

La rénovation du système scolaire suédois sera poursuivie. Nous ne pouvons accepter une évolution caractérisée par l'absence de sérénité dans les salles de classe, une dégradation du niveau des résultats et un nombre important d'élèves sortant du secondaire avec des connaissances insuffisantes. Un enseignement de qualité contribue à l'effacement des différences sociales. Un enseignement de qualité doit être en mesure d'offrir à tout un chacun, quelles que soient ses origines, la possibilité de développer ses talents et de tirer profit des valeurs sur lesquelles se fonde la société. Voilà pourquoi nous nous engageons à offrir à tout enfant, à tout jeune une formation le préparant à sa vie d'adulte.

Le gouvernement entend, l'an prochain, miser tout spécialement sur les apprentissages de base que sont lecture, écriture et calcul. Une maîtrise précoce des apprentissages de base doit en effet permettre à un nombre accru d'élèves de sortir du collège avec des connaissances satisfaisantes. Grâce à une action spécifique baptisée « Créativité et innovation à l'école », les établissements scolaires se verront offrir la possibilité de se familiariser plus largement avec la culture professionnelle et de promouvoir la créativité des jeunes.

Des ressources accrues seront également proposées pour renforcer la qualité des formations dispensées dans l'enseignement supérieur. Décidé à réformer les études du second cycle de l'enseignement secondaire, le gouvernement entend proposer ultérieurement des réformes permettant d'engager ce processus.

Nous souhaitons voir les services médicaux et sociaux continuer d'être financés solidairement par les deniers publics et répartis en fonction des besoins d'un chacun. L'accès aux soins ne devra jamais pas dépendre de notre capacité financière. Parallèlement, nous souhaitons voir se développer dans ce domaine une plus grande diversité, qui s'inscrive dans l'objectif recherché de fournir aux malades et personnes âgées les meilleurs services médicaux et sociaux possibles. Les prestataires bénévoles de services médicaux et sociaux ont tout particulièrement un rôle à jouer dans ce contexte. Voilà pourquoi les efforts déployés pour accroître la diversité seront renforcés de manière à offrir à chacun d'entre nous le droit de choisir, mais aussi d'exclure ce qui ne fonctionne pas.

En marge de ceci, le gouvernement poursuit son travail de réforme visant à renforcer la qualité des services médicaux et sociaux. Tout homme, toute femme doit avoir accès à des soins de qualité, délivrés dans des délais décents et répondant à ses besoins propres.

La garantie d'être soigné dans des délais raisonnables sera encore renforcée, la qualité des soins en général et ceux de psychiatrie en particulier améliorée. Pour assurer aux personnes âgées les plus fragiles un accueil décent, seront présentées une proposition permettant à ces dernières de choisir elles-mêmes le type de services sociaux appropriés ainsi qu'une garantie de prise en charge digne des personnes âgées. Le gouvernement présentera une réforme des soins dentaires permettant à la fois de renforcer la protection contre la cherté des soins et de créer des conditions favorables à l'exercice de la médecine dentaire.

Au cours de l'année à venir, le gouvernement mettra également en œuvre une nouvelle action en faveur de la santé publique. L'accent sera essentiellement mis sur des mesures relevant des politiques antialcoolique et antidrogue ainsi que sur des actions visant la santé infantile et l'aide aux parents.

Notre conception de la société de bien-être repose sur une approche suivant laquelle l'individu n'est pas une île perdue. Nous sommes dépendants des autres dans le fonctionnement de nos existences. Nous devons pouvoir ressentir la sérénité que donne le sentiment d'être nécessaire, ressentir parfois la présence d'une main chaleureuse. Une société sûre et solidaire se construit de la base, en fonction de la sollicitude que nous nous témoignons mutuellement. C'est dans la société civile, dans une vie culturelle active et dans nos rencontres avec notre prochain que cela s'exprime le mieux. Son oubli fait perdre tout sens à beaucoup d'autres choses.

Nul ne peut aujourd'hui rester insensible au devenir de notre planète et au destin des futures générations pour le cas où nous ne réussirions pas mieux à formuler une politique en mesure de faire face aux changements climatiques induits par le réchauffement global. Nous nous devons de gérer nos ressources communes et de ne pas mettre en danger les conditions de vie des générations à venir.

La Suède a traditionnellement joué un rôle moteur en matière de politique environnementale. Nous sommes le pays à s'être fait un point d'honneur de permettre à ses enfants et petits-enfants de vivre dans un environnement de qualité, de respirer un air pur et de boire une eau saine. C'est une tradition que le gouvernement entend poursuivre avec une détermination renouvelée. Parallèlement, nous avons clairement indiqué que la question climatique requiert une impulsion politique plus large.

Les questions climatiques ne laissent personne indifférent. Elles soulèvent beaucoup de questions mais font naître la volonté d'y répondre. Nous sommes en présence d'un engagement dont il nous faut tirer profit et, dans les entreprises, d'une volonté de participer à l'effort commun. Nous aurons accompli de grands progrès en réussissant à réunir toutes ces énergies. En nous maintenant à la pointe du progrès, nous n'apportons pas seulement des solutions à nos propres problèmes environnementaux, nous contribuons au développement technologique et apportons des solutions aux problèmes environnementaux du monde qui nous entoure, tout en générant des emplois en Suède.

Les écotaxes et autres instruments économiques jouent un rôle centrale dans les activités liées au climat. Une meilleure coordination entre fiscalité énergétique et autres instruments économiques

s'impose plus particulièrement dans le cadre des politiques environnementale et énergétique. Les travaux de réforme doivent se fonder sur le principe selon lequel tout pollueur se doit d'assumer le coût de sa pollution. L'accent sera essentiellement mis sur l'écotaxe sur le gaz carbonique et sur les autres taxes énergétiques.

Une approche intégrée des questions climatiques s'impose. Le gouvernement entend présenter en 2008 un projet de loi en matière de politique climatique. Du fait du caractère à long terme des questions climatiques, le gouvernement souhaite parvenir à un accord aussi large que possible autour de cette future politique. Voilà pourquoi le gouvernement a mis en place un conseil scientifique chargé des questions climatiques, lequel a remis dernièrement son rapport final, nommé une commission parlementaire sur les questions climatiques ainsi qu'une commission sur le développement durable. Le gouvernement présentera sous peu des propositions concernant le milliard de couronnes attribué aux questions climatiques. Celui-ci jette les bases nécessaires à la transdisciplinarité et au long terme qu'imposent ces questions.

Les questions énergétiques étant intimement liées aux questions climatiques, le gouvernement voit ici également l'utilité d'un fort ancrage parlementaire. Voilà pourquoi le gouvernement entend, avec les partis représentés au Riksdag et membres de la commission parlementaire sur les questions climatiques, mener des discussions sur les possibilités éventuelles d'une vaste politique énergétique à long terme, moderne et orientée vers l'économie de marché. Après des décennies de divisions politiques et de changements brutaux, nous souhaitons donner à la Suède une politique énergétique se maintenant avec le temps et en mesure de faire face aux exigences de l'avenir.

Pour relever les défis posés par le climat et l'environnement, le gouvernement souhaite par ailleurs faire aller de pair ses actions au plan national et sa volonté de coopération internationale. Dans ces efforts s'inscrivent les négociations devant déboucher sur un nouvel accord climatique après 2012. D'intensives négociations finales sont attendues pour 2009. La coopération européenne allant jouer un rôle important au cours de ces négociations, les travaux en matière d'environnement constitueront de ce fait une question majeure à l'approche de la présidence suédoise de l'Union européenne en 2009. Les ambitions clairement affichées de l'Union en matière d'énergie exigent là encore un engagement accru de la Suède

Les défis communs gagnent à être relevés dans la coopération, phénomène pas seulement valable dans le domaine de la politique climatique. La coopération européenne permet aussi à notre pays d'œuvrer en faveur des intérêts de la Suède, comme par exemple pour un libre-échange accru, un marché intérieur performant et une coopération contre la criminalité internationale. La Suède doit faire aller de pair sa transparence en matière de droits de l'homme et son attachement à la coopération internationale. Voilà pourquoi la Suède doit jouer un rôle actif de catalyseur au sein de l'Union européenne.

Si la sécurité à venir de la Suède repose sur une communauté et une coopération avec d'autres États, elle exige également de notre pays qu'il mène une politique étrangère active en faveur de la liberté, de la sécurité, de la démocratie, du bien-être et d'un développement durable dans le monde. Nous devons être un pays ayant la volonté et la faculté de porter son regard par-delà ses propres frontières, par-delà son propre continent pour pouvoir venir en aide aux régions les plus

vulnérables de la planète. La Suède continuera d'être un pays pilote en matière de coopération internationale au développement. Voilà pourquoi nous relevons le niveau de nos ambitions en matière de lutte contre la pauvreté et plaçons davantage encore l'Afrique au centre de nos préoccupations.

La Suède continuera d'être un lieu d'asile pour ceux qui fuient l'oppression et la persécution. Le gouvernement entend parallèlement œuvrer dans le cadre de l'Union européenne pour qu'augmente le nombre des pays à assumer une plus grande responsabilité dans l'accueil des demandeurs d'asile. Au cours de l'année à venir, le gouvernement adressera également au Riksdag des propositions visant à faciliter l'immigration de main-d'œuvre.

La capacité de la Suède à prendre part à des actions internationales sera renforcée. Voilà pourquoi le gouvernement entend constituer un groupe de travail ayant pour mission de revoir les dépenses de matériel des forces armées. L'objectif en sera notamment de renforcer les moyens de la Suède à participer à des actions internationales en faveur de la paix. Ces efforts s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de faire de la défense suédoise contre les tentatives d'invasion par un ennemi, une force d'intervention, ils s'inscrivent également dans les ambitions du gouvernement de mettre en balance le coût financier avec les bénéfices qu'en tire la Suède.

La capacité de la Suède à analyser et gérer les crises sera également renforcée. La proposition faite par une commission d'enquête parlementaire de mettre en place une fonction de gestion de crise au sein des Services du gouvernement sera présentée sous peu. S'inspirant de cette proposition, le gouvernement entend développer les moyens d'agir de la Suède en cas de crise.

Monsieur le Président,

Le gouvernement souhaite peu à peu mettre en œuvre une politique bien élaborée et conçue pour répondre aux questions que se posent les Suédois et les Suédoises dans leur vie de tous les jours.

Nous souhaitons voir nos travaux incarner des valeurs clairement définies s'étant avérées jouir d'un large soutien auprès du peuple suédois. Des valeurs comme l'emprise de la personne sur son quotidien, le profil travail et la recherche du plein emploi. Tout comme des activités sociales performantes et financées par les deniers publics. Toutes ces valeurs s'inscrivent dans ce que nous souhaitons voir caractériser la Suède.

Tolérance et transparence sont d'autres valeurs dont nous souhaitons voir imprégner la Suède. Dans notre pays, hommes et femmes doivent pouvoir vivre côte à côte et modeler leurs existences quelles que soient leurs origines, leur religion, leur couleur de peau ou leur sexe. En Suède, tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Dans un monde où les différences sont souvent utilisées pour attiser les conflits et les confrontations, la Suède se doit d'afficher la puissance de la diversité. Nous œuvrons en faveur d'une société inclusive, au sein de laquelle est respectée la valeur inaliénable de chaque être humain.

La politique du gouvernement se fonde et se fondera toujours sur la bataille pour le plein emploi. En réhabilitant les profil et valeur travail, le gouvernement entend augmenter le nombre de ceux

et celles à disposer des moyens de participer à l'édification de la Suède. C'est une politique qui octroie des ressources à une juste prospérité et, par voie de conséquence, une sécurité à tous ceux qui en ont besoin. C'est une politique qui, à long terme, réduit les fractures sociales et combat l'exclusion.

Nous ne souhaitons pas voir la politique être associée à la présence de taches d'ombre. Au souci d'escamoter l'existence de certains. À l'existence de problèmes sociétaux d'une telle ampleur que nous préférions les faire passer sous silence plutôt que de nous y atteler. Le gouvernement nourrit l'ambition d'assurer la cohésion de la Suède et de donner à tous les moyens de s'insérer dans une communauté de travail et dans la société. Cela contribue à construire une société plus sûre, plus libre et plus humaine. Cela jette les bases d'une société dans laquelle toutes celles et tous ceux qui vivent en Suède puissent demain se réveiller sur une nouvelle journée. Une meilleure.